

POUR UNE TELEVISION PARTICIPATIVE

Article paru dans la *Revue du Mauss*, n° 22, juin 2003
et dans *Témoins*, revue des journalistes CGT, n° 17, avril 2004

par Pierre Bitoun et Raphaël Serrail¹

Chaque soir de la semaine, à 19h 55, sur Canal +, la marionnette PPDA s'adresse aux téléspectateurs des « Guignols de l'info » selon un rituel si bien huilé qu'on ne le remarque déjà plus. Elle fixe la caméra et, de sa voix pincée et nasillarde, déclare : « *Nous sommes en 2003 et vous croyez toujours à ce qu'on vous dit à la télé !* »

Message ironique, un tantinet cynique, mais, quoi qu'il en soit, capital sur ce qu'est la télévision : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il existe une machine à produire en continu des représentations, une machine à *faire croire*. Mêlant les formes les plus frustes de la propagande héritée des années 30 et 40 aux libertés-simulacres de l'univers moderne de la communication, elle exerce un pouvoir d'influence et de persuasion énorme, quasi religieux, face auquel le citoyen demeure pour l'instant sans réponse concrète. Il peut pester seul ou en famille devant le téléviseur, s'engager dans le débat critique, désormais largement ouvert, sur les médias, décider un beau matin de se passer de télé, il n'en reste pas moins sous « perfusion » constante et, par-dessus tout, impuissant à transformer le médium. Comme si, au fond, il n'existait pas d'autre télé possible...

FAIRE CROIRE

Mais dressons d'abord un rapide état des lieux : quel est ce *faire croire* télévisuel que, spectateur naïf ou, à l'inverse, observateur lucide, nous subissons de toute façon ?

Il s'agit, en premier lieu, de répandre l'idée selon laquelle la télévision, en tant qu'institution, serait indépendante et démocratique. Vaste supercherie ! Indépendante ? Contrairement à l'affirmation, aussi éculée que mensongère, qui voudrait que la fin de l'ORTF et la libéralisation du PAF aient fait disparaître toute censure, on a assisté depuis une vingtaine d'années à l'émergence d'une double tutelle de l'Etat et des grands groupes capitalistes sur la télévision. Les exemples d'entorses à la neutralité de l'information et à la déontologie journalistique sont légion. De TF1-Bouygues ouvrant son 20 heures sur le marché du sarcophage de Tchernobyl au matraquage du printemps 2003 sur la réforme des retraites, toute une panoplie d'interventions directes ou indirectes, d'interviews orientées ou complaisantes, de formatages volontaires ou inconscients de l'information se déploie pour faire de la télé l'instrument du pouvoir de l'Etat et des grands groupes privés dans le façonnage quotidien des esprits. Démocratique ? Là encore, le malaise est patent, ainsi qu'en atteste la défiance croissante des Français à l'égard, hélas, de l'ensemble des journalistes. Si nombre d'entre eux, pour diverses raisons tenant au caractère stéréotypé de leur formation ou à la précarité croissante de leur condition, ont de plus en plus tendance à confondre information et communication, la responsabilité du malaise

¹ Pierre Bitoun, sociologue à l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), est l'auteur de nombreux ouvrages de sciences humaines ou d'essais politiques. Raphaël Serrail est formateur audiovisuel et collaborateur de la revue *Philos*. Ils sont les co-fondateurs de l'Institut européen des téléspectateurs (INSTET).

incombe surtout à la petite caste (P-DG des chaînes, directeurs des programmes, journalistes-stars, etc.) qui les dirige. Ultra minoritaire mais puissante, celle-ci « veille au grain ». Elle occupe les positions stratégiques hors antenne et à l'antenne, décide de la grille des programmes comme des sujets à traiter ou à ne pas traiter, possède ses propres sociétés de production, étend son hégémonie dans les autres médias (presse écrite, radio, édition). Grassement rémunérée, issue des mêmes écoles ou fréquentant les mêmes cénacles que les stars de la politique, cette oligarchie joue, par delà quelques chamailleries, de concert avec eux : elle organise et confisque la parole du plus grand nombre. Tout particulièrement aux heures de grande écoute...

« *Le service public est pour le public, pas pour les politiques. Je ne peux pas regarder un JT qui répond aux pressions politiques. A s'approcher de trop près d'eux, les journalistes télé risquent de subir une désaffection de la part des Français. On constate d'ailleurs la coupure totale entre les téléspectateurs et leur télévision. Nous sommes de simples récepteurs qui n'avons pas notre mot à dire. L'Audimat est à la télé ce que le vote est à la politique. Juste des chiffres. A part ça, personne ne sait qu'on existe* », pouvait-on lire en juillet 2001 dans un courrier de téléspectateur signé, comme souvent, du seul prénom de l'auteur².

Un autre point essentiel est de faire croire à l'opposant qu'il est écouté. S'il est devenu trivial d'évoquer la force de récupération du système capitaliste, on n'a peut-être pas suffisamment souligné le rôle central que joue depuis deux décennies la télévision dans ce travail. Au fur et à mesure de la libéralisation du PAF et de l'expansion du nombre de chaînes, on a en effet vu se renforcer la capacité du système à absorber toute parole et action contestataires. Les mécanismes, pour être connus, n'en restent pas moins très efficaces. Ici, dans le « Vrai Faux Journal » de Karl Zéro par exemple, on jouera de la dérision, de l'impertinence pour recycler la critique et éviter ainsi le débat de fond qu'il faudrait avoir. Ailleurs, on starisera le contestataire, espérant que son narcissisme lui fera commettre un jour ou l'autre quelque erreur ou que ses passages répétés finiront bien par lasser le public. Et partout, on utilisera « ces débats médiatiquement corrects »³, ces conversations de « bonne fréquentation » entre « personnalités reconnues » destinées à lisser les oppositions et à favoriser la croyance en la compétence des experts et contre-experts. Bref, alors que la télévision pourrait constituer un formidable instrument de participation adaptée aux sociétés de masse, les élites de la démocratie libérale ont construit une pseudo-agera à la mesure de leurs intérêts et de leur vision ouatée de la société et des conflits.

Il s'agit, enfin, de faire croire à tous que nous vivons dans le meilleur des mondes possibles. Ou, plutôt, le moins mauvais ! Si la télévision est un espace de distraction, elle est aussi, et peut-être davantage, une école de la peur. Chaque jour, les faits divers, les actes de violence, les images de catastrophes naturelles, technologiques ou sociales se succèdent sur les écrans à un rythme frénétique, désordonné, et distillent dans les consciences la crainte du monde, de l'Autre, de soi-même. Transformant la télé en une machine anxiogène, ce flux contribue à instituer le « malheur comme représentation » et à faire de la peur un instrument de gouvernement des sociétés démocratiques⁴. Au moins autant qu'un vecteur de connaissance et d'enrichissement personnel, la télé est également une école de l'impuissance à construire un autre avenir politique, économique ou social. Images de salariés licenciés s'effondrant en larmes aux portes de l'entreprise, commentaires incessants sur les syndicats « grévisculteurs » ou les usagers en colère, jeux et « lofts » télévisés où il faut, pour gagner, faire disparaître le « maillon faible », c'est toute une culture que la télévision déverse, en direction des plus âgés comme à l'adresse des jeunes générations. Une culture de la démobilisation et de la désunion, de la concurrence et du chacun pour soi, ces valeurs-clefs de la « fin de l'Histoire ».

² DNA-TV Magazine, 8-15 juillet 2001, p. 20.

³ Lire l'article de Serge Halimi, *Le Monde diplomatique*, mars 1999, p. 3.

⁴ Lire Alain Brossat, *L'épreuve du désastre*, Albin Michel, Paris, 1996, pp. 439-456.

Fascinante machine dont il faut bien reconnaître qu'elle remplit largement sa fonction et accompagne l'expansion de la société néo-libérale... Mais aussi machine qui a de plus en plus de « ratés », ainsi qu'en témoignent le sentiment populaire et universel qu'on nous « bourre le mou », le développement d'une réflexion critique, la création de contre-pouvoirs associatifs ou la multiplication de ces télé-citoyennes qui, à l'échelle d'un quartier, d'un village, cherchent à se réapproprier la représentation de leur identité et du monde. Ainsi, de même que la démocratie libérale, pseudo-représentative, s'essouffle et que monte l'exigence universelle d'une démocratie participative, la télé existante apparaît de moins en moins légitime.

Est-il possible de dépasser cette « crise de légitimité » ? Une grande chaîne participative, traduction médiatique de l'aspiration à la démocratie de même nom, ne serait-elle pas dès à présent concevable ? Mieux : en libérant les esprits des représentations dominantes quotidiennement inoculées, l'invention d'une autre télévision ne constitue-t-elle pas l'une des conditions *sine qua non* de cette nouvelle démocratie ?

SEPT IDEES-FORCE

En fait, tant les principes fondateurs que le fonctionnement concret de cette télévision participative (TVP) ne sont pas si difficiles à imaginer et font d'ores et déjà l'objet de nombreuses réflexions émanant de citoyens ou de professionnels de l'audiovisuel. On les trouvera résumés autour des sept points suivants, destinés à faire avancer le débat au delà du simple constat critique.

1. *Du récepteur à l'acteur.* De l'histoire de la télévision, la TVP conservera le dessein originel : être un média populaire, s'adressant à tous les publics et disposant de tous les genres d'émissions. C'est cette diversité, ce caractère généraliste, associés à la diffusion sur le réseau hertzien, qui a fait et fait encore le succès de la télévision, et c'est donc cette configuration que la TVP doit viser. Il ne s'agira donc pas de s'enfermer dans un énième ghetto contestataire mais, bien au contraire, de bâtir une chaîne généraliste et nationale, de type France 2, démocratisée et ouverte sur le monde.

Pour le reste, la TVP reposera sur un changement radical de valeurs, une culture et des méthodes de travail très différentes de celles de la télé existante. Là où celle-ci considère généralement le spectateur comme un pur récepteur, un simple consommateur d'images, la TVP se donnera pour tâche d'en faire un acteur à part entière de la représentation télévisuelle. Là où fonctionne une conception nomenclaturiste avec les mêmes animateurs, presque toujours les mêmes invités, elle affichera un réel pluralisme, notamment aux heures de grande écoute. Enfin, à une culture journalistique trop souvent prédatrice, à une technique filmique qui tend à instrumentaliser l'individu, la TVP opposera une éthique humaniste de l'image télévisée, respectueuse du citoyen comme de la personne humaine. Bien entendu, la télévision ne cessera pas d'être une machine à produire de la croyance. Mais seulement cette croyance sera plurielle, c'est-à-dire à la hauteur de l'aspiration politique des citoyens, de leur niveau d'éducation et de leur intelligence de l'homme et du monde.

2. *Une co-fabrication par des professionnels et des membres de la société civile.* Parce que l'information n'est pas un produit comme les autres et tire toujours sa substance de la réalité sociale, parce que l'image, quelle qu'elle soit, est toujours productrice d'effets sur cette même réalité, parce que la représentation du monde ne saurait être la propriété de quiconque, la fabrication des programmes de la TVP ne sera pas réservée à un corps de spécialistes mais, au contraire, très largement socialisé. Pure utopie ? Rien n'est moins sûr.

Il existe aujourd'hui, au sein des chaînes publiques ou privées, de très nombreux professionnels (techniciens, journalistes, documentaristes, réalisateurs de fiction, comédiens, etc.) pour lesquels la télé libérale constitue une insulte quotidienne à leur conception du travail et du monde. Parmi tous ces « déviants », beaucoup seraient prêts à faire l'effort de changer leurs habitudes afin de développer une collaboration directe avec les téléspectateurs : élaboration concertée de la grille des programmes, conception d'émissions en commun, co-animation de débats. Pour partager leur savoir technique ou autre avec le plus grand nombre, qu'il s'agisse de citoyens associés ou isolés, et dépasser ainsi enfin les diktats ou les œillères de leurs hiérarchies. A l'extérieur des chaînes, on ne compte pas non plus les talents gâchés, les compétences inemployées, les expériences acquises mais demeurées sans lendemain, qui ne demanderaient pas mieux qu'à s'investir dans une télé d'un nouveau type. animateurs des télévisions locales, responsables de petites sociétés de production « mal en cour », intermittents du spectacle, journalistes connus ou méconnus de la radio et de la presse écrite mais aussi membres du Tiers secteur associatif, citoyens de tous milieux passionnés par l'image ou habitués du courrier des téléspectateurs... En réalité, on n'en finirait pas d'énumérer la liste de ces forces vives, professionnelles ou citoyennes, sur lesquelles la TVP pourrait s'appuyer et dont son existence même favoriserait l'épanouissement. En ce sens, elle serait une véritable télé de service public et du public, permettant de sortir (enfin !) de l'interminable débat sur « quel service public à la télévision ? » derrière lequel progresse, en fait, le mimétisme concurrentiel.

3. *Des heures de grande écoute libérées.* Prenons l'exemple du JT de 20 heures dont chacun connaît la redoutable efficacité en termes de manipulation de l'opinion. Pourquoi ne lui appliquerait-on pas, tant dans sa conception que dans sa présentation, le principe de rotation des charges ? Une bonne formule pourrait être un journaliste-star une semaine (ne faisons pas d'exclusion à rebours !), un journaliste pas connu la semaine suivante, un téléspectateur la semaine d'après, etc. Bien sûr, ces JT seraient critiquables. Mais les JT actuels ne le sont-ils pas ? Et, au moins, n'aurait-on plus constamment affaire au même formatage de l'information, aux mêmes interviews complaisantes, et sans doute échapperait-on aussi, de temps à autre, à cette litanie des catastrophes qui ne correspond que partiellement à la réalité et minent le moral des Français. Mais surtout, grâce à ce dispositif, on aurait quelque chance de faire du JT, non plus un centre de conditionnement des esprits, mais, au contraire, un espace de liberté dans la prise de parole et l'interprétation des événements ou des faits sociaux. Ceci, là encore, permettrait d'en finir avec l'alignement systématique des 20 heures du service public sur ceux de la concurrence et attirerait, à n'en pas douter, de nombreux téléspectateurs en quête d'originalité.
4. *Des émissions participatives en tous genres.* Pour renforcer ce souffle d'air frais, les idées, en effet, ne manquent pas : duels inédits entre élus et citoyens, forums avec interpellation directe des institutions dites représentatives, « Rendez-vous de l'économie » non plus seulement organisés par un Jean-Marc Sylvestre mais aussi confiés à un artisan, un salarié ou un chômeur, émissions littéraires animés par des libraires ou des lecteurs plutôt que Franz-Olivier Giesbert et ses amis, cafés de philosophie en direct⁵, programmes de variétés du type « Les enfants de la télé » mais sans Arthur, *talk-show* pour ados débattant des jeux vidéos, des marques ou de politique, etc. Pas plus que le JT nouvelle formule, ces émissions ne seraient naturellement pas toujours bonnes. Mais elles constitueraient, assurément, une source inépuisable de surprises, de culture et de divertissement, et pourraient même, si l'on y réfléchit, avoir un impact positif sur la réconciliation tant recherchée des Français avec la politique.

⁵ Cf. Raphaël Serrail, « Des communautés où les idées ont un visage », revue *Philos* n° 66, juillet 2002, pp. 12-14.

5. *Une télévision de proximité, axée sur la vie quotidienne.* Accompagnant le développement des médias de proximité, la TVP ouvrira largement son antenne à des programmes construits localement afin de leur donner une diffusion nationale. Dans cet esprit, des œuvres de fiction, des documentaires ou des débats consacrés à la démocratie locale, au monde du travail, à la vie associative et culturelle, qui existent déjà mais sont généralement diffusés à des heures confidentielles, bénéficieront de *prime time* réguliers. D'ailleurs, quand certains de ces programmes ont été diffusés en début de soirée, ils ont connu d'excellents taux d'audience. De plus, au travers de coproductions entre la TVP et les télévisions citoyennes mais aussi les petites entreprises et associations du secteur de l'audiovisuel ou de la presse écrite, il sera également possible d'offrir les moyens à ces structures de réaliser des projets plus ambitieux que ceux qu'ils produisent actuellement. Ainsi, grâce à l'ensemble de ces programmes, la TVP pourra contribuer non seulement à une image plus fidèle du monde social mais favoriser aussi de nouvelles formes de sociabilité, bien réelles, et concourir à la revitalisation des zones rurales. Ce qui ne l'empêcherait pas, bien sûr, de financer aussi des enquêtes, reportages ou débats à l'échelle mondiale...
6. *Une éthique humaniste de l'image télévisée.* Celle-ci devra être mise en œuvre dans les trois domaines de la mise en scène, de la prise de parole et du filmage. De la TVP, sera par exemple banni ce dispositif spatial hautement significatif dans lesquelles les « vedettes » forment un cercle et tournent le dos au public assis sur des gradins, au profit d'un agencement des plateaux favorisant l'intégration et la participation des spectateurs. De même, aux injonctions stupides et humiliantes des chauffeurs de salle, aux rires débiles préenregistrés, aux applaudissements de commande, seront préférées des pratiques inspirées par des valeurs simples telles que le respect, le libre arbitre ou la spontanéité ! Quant aux hausses automatiques du volume sonore au moment des coupures publicitaires, physiquement douloureuses et commercialement inutiles, elles devraient être supprimées. En ce qui concerne la prise de parole, la TVP veillera à ce qu'un certain nombre de règles essentielles du débat démocratique, aujourd'hui couramment bafouées, soient soigneusement respectées : égalité de temps entre « personnalité » et « anonyme », temps minimal laissé au participant pour exprimer son opinion sans être interrompu, etc. De ce point de vue, lorsqu'il se trouvera face à un individu intimidé par les caméras, l'animateur de la TVP aura à cœur de lui donner confiance, de l'aider aller au bout de son argumentation au lieu de le stresser ou de lui couper immédiatement la parole. Enfin, en matière de filmage, tous les professionnels savent bien que le cadrage, le montage ou le mixage d'un commentaire en voix-off ont de fortes implications sur la valorisation ou la dévalorisation du sujet filmé, sur les processus d'identification et de capture émotionnelle du public, sur le sens du discours et ce que le téléspectateur mémoriserait. A titre d'exemple, la télévision actuelle ne filme pas avec le même respect un SDF ou un homme politique et fait passer bien des choses en montant ces fameux « micro-trottoirs ». Ces questions, mal connues du grand public mais essentielles, devraient donc faire l'objet d'une réflexion collective au sein de la TVP et conduire à l'adoption d'une charte de l'image télévisée, incluant toute une série de règles déontologiques.
7. *Un triple, voire quadruple financement.* A la redevance et à la publicité, la TVP pourrait en effet ajouter le produit d'une taxe additionnelle – fixée à un niveau raisonnable, de l'ordre de quelques euros par spot - sur les ressources publicitaires des chaînes privées. Si, toutefois, les pouvoirs publics voulaient bien accéder à cette proposition émise depuis longtemps par diverses associations et ne présentant pas le moindre risque pour les trésoreries des annonceurs ou des chaînes concurrentes ! Et si, soudain mus par un désir de réforme d'inspiration démocratique et non plus antisociale, il venait à l'idée de ces mêmes pouvoirs publics d'autoriser les contribuables à distraire une fraction minime de leur impôt au profit de l'institution de leur choix, la TVP pourrait compter sur un quatrième poste budgétaire et réduire ainsi progressivement la publicité ! Bien sûr,

tout ceci n'empêcherait en rien de procéder à de substantielles économies par rapport au budget actuel de France-Télévision : sur les droits versés pour les retransmissions sportives dont le montant, proprement astronomique, grève lourdement les finances de toutes les chaînes généralistes et devrait donc être renégocié et plafonné, sur les contrats passés avec les sociétés de production dont le prix des émissions est notoirement surévalué, sur les salaires excessifs des journalistes-stars.

Mais n'allons pas plus loin avant la tenue de ces « Etats généraux de l'audiovisuel » qu'exigerait la mise en œuvre de la TVP et que réclame d'ailleurs depuis des années nombre de professionnels. La télévision participative, loin d'être une utopie, est socialement faisable, techniquement réalisable et financièrement possible. On peut même parier qu'elle remporterait un franc succès tant elle correspond à un ras-le-bol politique de la télé existante et incarne le désir d'un nouveau pluralisme. D'une certaine façon, elle existe d'ailleurs déjà, mais à l'état épars, embryonnaire, au travers d'émissions disséminées dans la grille des programmes ou faisant un usage, non pas mercantile, mais démocratique de l'interactivité. Son seul problème, en fait, est qu'elle n'est pas politiquement acceptable par les « stars » qui nous gouvernent et que nous nous sommes trop habitués à subir la loi des médias. Au lieu de la transformer.